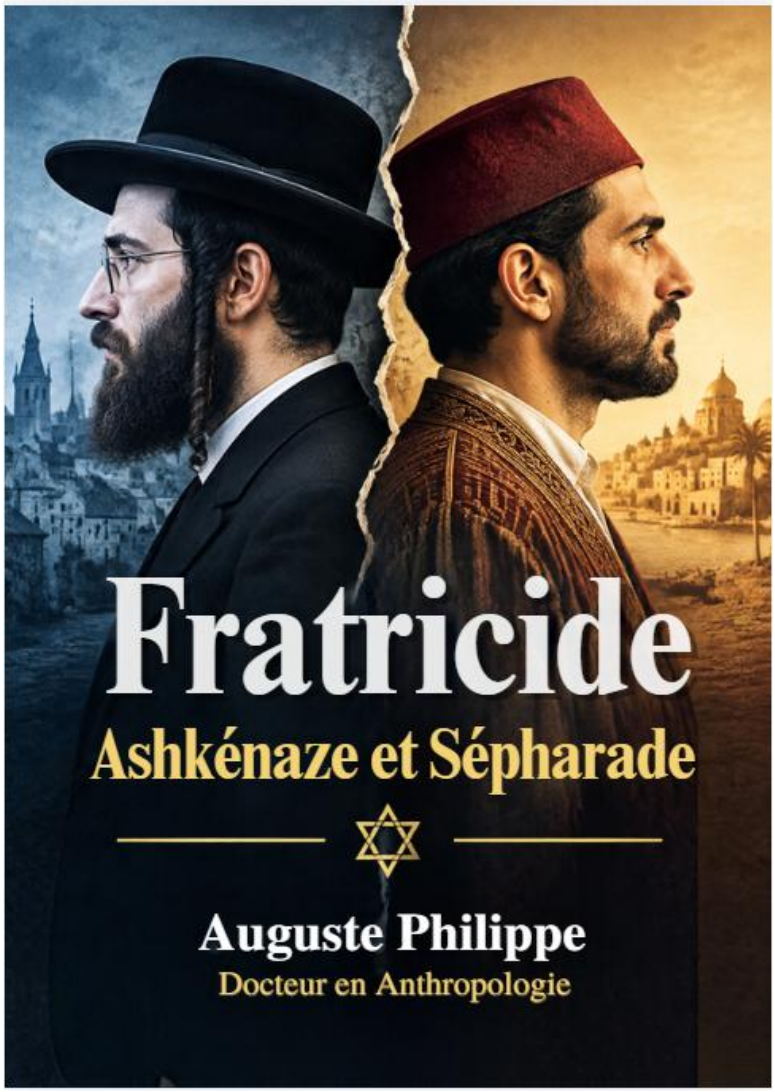


‘SI LE 7 Oct. 2023…’

LE FRATRICIDE ISRAELIEN

D'un point de vue anthropologique et sociologique, les tensions entre les communautés **séfarades/mizrahim** (Juifs originaires d'Espagne, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient) et **ashkénazes** (Juifs originaires d'Europe centrale et orientale) en Israël s'expliquent par la rencontre brutale de deux trajectoires historiques et culturelles distinctes au sein d'un même projet national.

Bien que les mariages mixtes soient aujourd'hui très fréquents et tendent à atténuer cette frontière dans la vie quotidienne, cette fracture demeure un marqueur identitaire, social et politique profond.

1. Deux matrices culturelles et historiques divergentes

Avant de se retrouver en Israël, ces deux groupes ont évolué pendant des siècles dans des aires civilisationnelles différentes :

L'ancrage européen (Ashkénazes). Façonnés par l'histoire européenne, les Lumières (la *Haskala*), les persécutions antisémites culminant avec la Shoah et l'émergence des idéologies modernes (socialisme, nationalisme), les pionniers ashkénazes ont conçu le sionisme comme une révolution laïque et modernisatrice.

L'ancrage méditerranéen et oriental (Séfarades et Mizrahim). Intégrés dans le monde arabo-musulman ou méditerranéen, ces communautés ont entretenu un rapport plus fluide et traditionnel à la religion, sans connaître la rupture radicale entre laïcité et orthodoxie propre à l'Europe. Leur lien à la Terre d'Israël était historiquement d'ordre spirituel et messianique plutôt que politique.

2. Le choc de l'acculturation et le mythe du « creuset » (*Mizoug Galouyot*)

À la création de l'État d'Israël en 1948, l'élite fondatrice — presque exclusivement ashkénaze — a mis en place une politique d'assimilation appelée le « rassemblement des exilés ».

Une vision eurocentrée de la modernité. L'anthropologie critique israélienne analyse cette période comme une forme d'orientalisme interne : l'identité du « Nouvel Hébreu » (le *Sabra*) était calquée sur un modèle européen, moderne et laïc.

La dévalorisation des cultures orientales. Les traditions, les langues (judéo-arabe, ladino), les pratiques religieuses et les structures familiales patriarcales des nouveaux arrivants d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont souvent été perçues comme « archaïques » ou trop proches de la culture arabe environnante, exigeant d'eux qu'ils effacent leur passé pour s'intégrer.

3. La relégation spatiale et la stratification socio-économique

L'anthropologie urbaine et économique montre que les différences culturelles se sont rapidement superposées à une hiérarchie de classe :

La géographie de la périphérie. Dans les années 1950 et 1960, des centaines de milliers d'immigrants séfarades et mizrahim ont été installés dans des camps de transit (*Ma'abarot*) puis dans des « villes de développement » situées aux frontières périphériques (le Néguev au sud, la Galilée au nord), loin des centres économiques et culturels comme Tel-Aviv ou Haïfa occupés par les élites installées plus tôt.

La reproduction des inégalités. Cet éloignement géographique a entraîné un accès plus limité aux meilleures universités, aux postes de direction dans l'armée, la justice et l'économie, créant un ressentiment générationnel qui s'est exprimé dès les années 1970 avec des mouvements de protestation comme les *Black Panthers* israéliens.

4. La cristallisation politique et identitaire aujourd'hui

Dans l'Israël contemporain, cette fracture anthropologique s'est déplacée sur le terrain des valeurs et du rapport à l'État :

Le vote comme revanche symbolique. Longtemps dominés par la gauche travailliste ashkénaze, de nombreux électeurs mizrahim se sont tournés dès 1977 vers la droite (le Likoud) ou vers des partis religieux séfarades (comme le Shass), perçus comme plus respectueux de leur identité traditionnelle et de leur dignité sociale.

Deux visions de la société. Comme le soulignent des sociologues israéliens tels que Nissim Mizrachi, le clivage actuel oppose souvent une vision libérale, universaliste et séculière — portée majoritairement par les classes moyennes et supérieures ashkénazes — à une vision plus communautaire, traditionaliste et attachée à l'identité juive historique, dans laquelle se reconnaît une grande partie de la population mizrahi.

Les dernières élections législatives en Israël se sont tenues le **27 octobre 2026** (et non en 2027). D'un point de vue anthropologique et politique, ce scrutin illustre à la fois la persistance de cette fracture communautaire dans les imaginaires électoraux et sa reconfiguration autour d'enjeux sécuritaires et institutionnels.

1. La réactivation du clivage durant la campagne

- **Une fracture toujours mobilisée.** Selon le média IsraJ, une polémique a de nouveau ravivé cette ancienne division entre séfarades et ashkénazes dans la dernière ligne droite de la campagne électorale en octobre 2026.

- **L'identification partisane traditionnelle.** Ce clivage continue d'associer symboliquement l'électorat séfarade/mizrahi à la droite et aux partis religieux, tandis que la gauche et le centre restent davantage identifiés aux élites ashkénazes.

2. L'équilibre des forces issu des urnes (octobre 2026)

D'après les résultats officiels de la Commission électorale centrale d'Israël publiés le 4 novembre 2026, le scrutin n'a dégagé aucune majorité absolue (fixée à 61 sièges sur 120)

- **Le bloc de droite et religieux (53 sièges).** Mené par le Premier ministre sortant Benyamin Netanyahou, il s'appuie sur le Likoud (27 sièges) ainsi que sur les partis ultra-orthodoxes qui incarnent directement cette dualité communautaire : le parti ashkénaze **Judaïsme unifié de la Torah** (7 sièges) et le parti séfarade **Shas** (6 sièges). Comme le souligne i24NEWS, la formation ashkénaze a devancé en voix son homologue séfarade lors de ce scrutin. Ce bloc comprend également les formations d'extrême droite Otzma Yehudit (7 sièges) et le Parti sioniste religieux (6 sièges).

- **Le bloc du changement (48 sièges).** Dirigé par l'ancien chef d'état-major Gadi Eisenkot — lui-même d'origine marocaine — avec son parti Yashar! (21 sièges), il rassemble l'alliance Beyachad (12 sièges), Les Démocrates (8 sièges) et Israel Beytenou (7 sièges). Le président Isaac Herzog a chargé Gadi Eisenkot de former le prochain gouvernement le 8 novembre 2026.

- **Les partis arabes israéliens (19 sièges).** La Liste unifiée (11 sièges) et Ra'am (8 sièges) détiennent une position charnière

3. Le déplacement anthropologique des lignes de fracture

Bien que la question des origines reste un réflexe identitaire en période électorale, les observateurs soulignent que la structure du pouvoir lors de cette élection est avant tout dictée par d'autres lignes de faille :

- **Le rapport à l'armée et à la conscription.** Selon The Times of Israël et TV5MONDE, l'un des principaux points de friction concerne l'enrôlement militaire des étudiants ultra-orthodoxes (qu'ils soient ashkénazes ou séfarades), une exemption rejetée par une grande partie de la société laïque et du bloc centriste dans le contexte des guerres menées depuis le 7 octobre 2023. [1, 2]

- **La place des citoyens arabes dans la légitimité politique.** Comme le rapporte Libération, l'élection de Matan Kahana (proche de Gadi Eisenkot) à la présidence de la Knesset le 17 novembre 2026 grâce au soutien des députés arabes a cristallisé les tensions. L'enjeu central pour l'exercice du pouvoir ne réside plus uniquement dans la rivalité interne entre Juifs d'Orient et d'Occident, mais dans la définition même du périmètre de la légitimité nationale face à la minorité arabe israélienne et aux conséquences sécuritaires de l'après-7 octobre.

D'un point de vue anthropologique et politique, la question de l'intégration des partis arabes israéliens — qu'il s'agisse de la **Liste unifiée** ou de **Ra'am** — au sein d'une coalition gouvernementale touche au cœur même des contradictions identitaires et structurelles de l'État d'Israël.

Alors que les négociations post-électorales battent leur plein en novembre 2026, les analystes et acteurs politiques soulignent que cette possibilité est techniquement envisageable mais anthropologiquement et symboliquement explosive.

1. La tension fondatrice : État « juif » contre État « démocratique »

Sur le plan anthropologique, la société politique israélienne repose sur une dualité inscrite dans ses lois fondamentales : Israël se définit à la fois comme un État **juif** (un État-nation ethnoculturel) et **démocratique** (garantissant l'égalité civique à tous ses citoyens, dont environ 20 % d'Arabes palestiniens d'Israël).

- **Le tabou historique de la souveraineté.** Pendant des décennies, un consensus tacite au sein de la majorité juive excluait les partis arabes des décisions liées à la sécurité nationale et à la souveraineté. Les intégrer au gouvernement revient, pour une partie de l'opinion juive, à remettre en cause le monopole symbolique de la majorité sur la destinée de l'État.
- **L'impératif démographique et civique.** À l'inverse, les défenseurs d'une coalition inclusive estiment que la démocratie israélienne ne peut fonctionner durablement en frappant d'illégitimité près d'un cinquième de son corps électoral, particulièrement lorsque celui-ci détient 19 sièges sur 120 à la Knesset, comme l'indiquent les résultats officiels de la Commission électorale centrale d'Israël.

2. Le précédent de 2021 et le traumatisme de l'après-7 octobre

L'anthropologie politique montre que les frontières du « permis » évoluent au gré des crises et des précédents :

- **La rupture de 2021.** En rejoignant la coalition de Naftali Bennett et Yaïr Lapid en 2021, le parti islamiste conservateur **Ra'am** (dirigé par Mansour Abbas) avait brisé ce plafond de verre en adoptant une approche pragmatique centrée sur les budgets civils et la lutte contre la criminalité dans les villes arabes, sans conditionner sa participation à la résolution du conflit israélo-palestinien.
- **Le choc sécuritaire récent.** Depuis les attaques du 7 octobre 2023 et les guerres qui ont suivi, la méfiance intercommunautaire s'est fortement accrue. Pour la droite israélienne et une part importante de l'électorat centriste, s'appuyer sur des partis qui rejettent le caractère sioniste de l'État reste perçu comme un risque sécuritaire et une trahison identitaire.

3. Les dilemmes internes aux partis arabes eux-mêmes

La difficulté n'est pas uniquement du côté de la majorité juive ; elle traverse aussi la société arabe israélienne :

- **Participation contre principe.** Rejoindre une coalition gouvernementale oblige les élus arabes à assumer une responsabilité collective pour les décisions militaires et sécuritaires de l'État d'Israël — un coût politique et moral souvent jugé intolérable par leur propre électorat vis-à-vis des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.
- **La voie du « soutien extérieur ».** Comme l'a illustré l'élection de Matan Kahana à la présidence de la Knesset le 17 novembre 2026 rapportée par Libération, le compromis anthropologique le plus probable consiste souvent en un **soutien sans participation** (ou une abstention tactique). Ce mécanisme permet à un gouvernement minoritaire dirigé par le camp de Gadi Eisenkot de gouverner et d'allouer des budgets aux municipalités arabes, tout en évitant aux deux camps le coût symbolique d'une alliance officielle au sein du cabinet.

D'un point de vue anthropologique et institutionnel, le **gouvernement minoritaire soutenu de l'extérieur** (souvent appelé « filet de sécurité » ou *Gush Hosem* — bloc d'obstruction — dans le lexique politique israélien) est un mécanisme d'évitement rituel et symbolique.

Il permet de résoudre une impasse mathématique à la Knesset tout en préservant les tabous identitaires des deux camps.

1. La mécanique institutionnelle : comment ça marche ?

Dans le système parlementaire israélien, un gouvernement n'a pas besoin de 61 voix *pour* lui pour survivre au quotidien ; il a simplement besoin que l'opposition ne réunisse pas 61 voix *contre* lui.

- **L'investiture et le maintien.** Lors du vote de confiance initial ou des motions de censure, les partis soutenant le gouvernement de l'extérieur (comme les partis arabes) votent en sa faveur ou s'abstiennent stratégiquement pour empêcher la coalition rivale de faire tomber l'exécutif.
- **La géométrie variable des lois.** Au quotidien, le gouvernement négocie texte par texte. Pour les budgets civils, l'éducation ou les infrastructures, il s'appuie sur les voix de ses soutiens extérieurs. Pour les lois liées à la sécurité nationale ou à l'armée, il compte sur les votes de la droite d'opposition, qui ne peut politiquement pas s'opposer à des mesures sécuritaires.

2. La fonction anthropologique : le « ni dedans, ni dehors »

Sur le plan de l'anthropologie politique, ce dispositif crée une zone tampon qui protège l'honneur et la pureté idéologique de chaque groupe :

- **Préserver le monopole symbolique de la souveraineté.** En ne siégeant pas au cabinet ministériel (et notamment au cabinet de sécurité), les députés arabes ne participent pas formellement à la prise de décision militaire ou diplomatique. Aux yeux de l'électorat juif, l'État conserve ainsi son caractère exclusivement sioniste dans l'exercice de la souveraineté régalienne.
- **Éviter la « compromission » morale.** Pour les partis arabes (comme la Liste unifiée ou Ra'am), rester hors du gouvernement évite la responsabilité collective. Si l'armée israélienne mène une opération militaire, leurs élus ne sont pas ministres d'un gouvernement en guerre contre d'autres Palestiniens ; ils conservent leur statut de représentants d'une minorité critique tout en obtenant des ressources matérielles (budgets municipaux, lutte contre la criminalité, urbanisme) pour leurs électeurs.

3. Le précédent historique et les limites du modèle

Ce mécanisme n'est pas inédit dans l'histoire d'Israël, mais il reste d'une grande fragilité :

- **Le modèle Rabin (1992-1995).** Le gouvernement travailliste d'Yitzhak Rabin a gouverné en minorité grâce au « filet de sécurité » des partis arabes Hadash et Mad'a. Cela lui a permis de faire adopter les accords d'Oslo, mais a alimenté une contestation violente d'une partie de la droite israélienne qui dénonçait l'absence de « majorité juive » pour décider de l'avenir territorial du pays.
- **Une instabilité chronique.** Anthropologiquement, ce système repose sur une transaction purement utilitaire et non sur un récit national partagé. Dès qu'une crise sécuritaire majeure éclate (intifada, guerre à Gaza ou au Liban), la pression identitaire redevient plus forte que l'intérêt pragmatique : les soutiens extérieurs sont contraints de retirer leur appui pour ne pas être accusés de trahison par leur base, entraînant généralement la chute du gouvernement et de nouvelles élections.

En novembre 2026, les pourparlers menés par Gadi Eisenkot pour former un gouvernement font face à une tension entre tabous identitaires tribaux et nécessité de gouverner avant l'échéance du 6 décembre. Ses options — qu'il s'agisse d'un exécutif minoritaire appuyé de l'extérieur par des partis arabes, d'une union sous condition avec le Likoud ou d'un ralliement des ultra-orthodoxes — révèlent des fractures symboliques profondes au sein de la classe politique israélienne. Pour en savoir plus sur les développements de cette crise politique

L'ancien général Gadi Eisenkot, rival centriste du premier ministre sortant Benjamin Netanyahou, a proclamé vendredi ne pas vouloir «traîner» pour former un nouveau gouvernement en Israël, alors que les négociations pour y parvenir patinent.

Ses déclarations sonnent comme un avertissement pour son camp, divisé sur la marche à suivre pour s'assurer une majorité gouvernementale, entre alliance avec les ultra-orthodoxes, pacte avec les partis arabes ou gouvernement d'union nationale avec Benjamin Netanyahou.

«Tout le monde doit comprendre que je n'ai pas l'intention de laisser cela traîner. Le moment venu, je présenterai un nouveau gouvernement devant le Parlement», a déclaré M. Eisenkot dans un long message sur X faisant le point sur les tractations en cours.

M. Eisenkot a dit vouloir aller d'autant plus vite que «les priorités militaires se retrouvent liées à des considérations politiques», une référence à ses accusations fréquentes contre M. Netanyahou, qu'il soupçonne de vouloir lancer une nouvelle opération militaire contre l'Iran pour réussir à rester au pouvoir.

Le dirigeant du parti Yashar s'est dit prêt à convoquer un vote au Parlement sur un gouvernement minoritaire, option rejetée par ses alliés, pour les contraindre à se positionner.

Si les négociations n'avancent pas, «j'ai l'intention de former un gouvernement d'urgence nationale que je tâcherai ensuite d'élargir, que ce soit avant ou après la prestation de serment», a-t-il ajouté.

Chacun «devra suivre sa conscience et choisir entre laisser un nouveau gouvernement prendre ses fonctions» ou «laisser Israël et ses citoyens être entraînés vers de nouvelles élections avec Netanyahou comme premier ministre intérimaire», a dit M. Eisenkot.

Ces déclarations sont le signe le plus clair à ce stade de l'impatience qui gagne M. Eisenkot, l'ancien chef de l'état-major chargé par le président Isaac Herzog de former un gouvernement il y a près de deux semaines.

Il a jusqu'au 6 décembre pour y parvenir, avec une possible extension de 14 jours.

Les principaux membres du bloc de M. Eisenkot, qui compte 48 députés — loin des 61 nécessaires pour la majorité absolue à la Knesset — sont partagés sur la façon de procéder.

M. Eisenkot semble être prêt à former un gouvernement minoritaire appuyé de l'extérieur par les 19 députés arabes de Raam et de la Liste unifiée.

Mais le nationaliste Avigdor Liberman s'y oppose et préconise à la place une alliance avec deux partis ultra-orthodoxes, Shass et le JUT.

M. Netanyahou pousse de son côté pour un gouvernement d'union nationale, une option que semble également privilégier le partenaire le plus important de M. Eisenkot, l'ex-premier ministre Naftali Bennett.

Une Semaine décisive qui commence,

Comment sortir de ce 'merdier' incommensurable ?

Ma réponse ' Wak-Up' Réveillez-vous ! Il est temps de remettre de l'ordre dans notre Société. 'Range ta chambre et tu verras plus clair', Message d'une Mère Juive à son Enfant.

Si le 7 octobre ne vous a pas suffit alors sortaient de la Terre d'Israël et ne revenaient plus à jamais. AM ISRAËL HAÏ

P.A Conférencier Anthropologue